

Grande-Bretagne, en France et en Chine. Mais d'autres procédés d'enrichissement de l'uranium étaient déjà à l'étude; les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, le Japon et le Brésil procédaient à des travaux sur la méthode d'ultracentrifugation des gaz, tandis que l'Allemagne de l'Ouest et peut-être aussi l'Afrique du Sud perfectionnaient la méthode de séparation des isotopes à jets de gaz. Les superpuissances étaient désormais menacées de ne plus pouvoir maîtriser la prolifération nucléaire puisqu'elles n'étaient plus les seules capables d'enrichir l'uranium; des travaux s'effectuaient déjà dans huit pays (les États-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne de l'Ouest, le Japon, l'Italie et l'Inde) sur des réacteurs surrégénérateurs à neutrons rapides, qui produisent plus de combustible qu'ils n'en consomment. Notons par ailleurs qu'il est possible aujourd'hui de se procurer des réacteurs à l'eau lourde, qui fonctionnent à l'uranium naturel plutôt qu'à l'uranium enrichi.

La prolifération des programmes nucléaires à des fins pacifiques a de plus soulevé un intérêt pour diverses applications pratiques des explosions nucléaires, par exemple, l'extraction du pétrole, du gaz naturel et des minéraux, les travaux de génie comme le creusage des ports et des canaux, et la recherche scientifique. Les États-Unis ont lancé le projet *Plowshare* en 1957 et ont effectué, entre 1961 et 1973, 41 explosions nucléaires à des fins soi-disant pacifiques; l'Union soviétique a effectué 34 explosions de ce genre entre 1961 et 1974. Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), auquel tout État pouvait adhérer en 1968, cherchait à attribuer aux seuls États nucléaires le droit d'effectuer des explosions nucléaires à des fins pacifiques, tout en les engageant à en faire profiter, à des conditions avantageuses, les États non dotés d'armes nucléaires. Mais un certain nombre d'États non dotés d'armes nucléaires ont manifesté de l'intérêt pour les explosions nucléaires à des fins pacifiques et ont laissé clairement entendre qu'ils se réservaient le droit de les effectuer de leur propre chef. Lorsqu'ils ont accordé leur appui au Traité de Tlatelolco de 1967, qui cherchait à faire de l'Amérique latine une zone dénucléarisée, le Brésil et l'Argentine ont maintenu qu'il n'en était pas pour autant interdit d'y effectuer des explosions nucléaires à des fins pacifiques. En proclamant la nature pacifique de son explosion nucléaire de mai 1974, l'Inde contestait le TNP qui ne fait pas de distinction entre les explosions à but pacifique

et les explosions à but militaire quand il s'agit d'États non nucléaires.

### Limitation des armes nucléaires

Ces trois types de prolifération se sont tous doublés d'efforts visant à les maîtriser ou à les limiter. La première tentative pour mettre un frein à la prolifération «horizontale» des armes nucléaires fut celle des États-Unis et de la Grande-Bretagne, qui mirent tout en œuvre pour empêcher l'Allemagne nazie d'accéder aux secrets et aux matériaux nucléaires et pour détruire ses installations nucléaires. Bien entendu, cela se passait en temps de guerre; peut-on songer à recourir à la force en temps de paix? On prétend néanmoins que les États-Unis et l'URSS l'ont envisagé au moment où la Chine était sur le point de se doter d'armes nucléaires. Et il serait faux de croire que les superpuissances n'y songeront pas de nouveau.

Jusqu'ici, aucun État nucléaire n'a fait de la dissémination nucléaire au sens strict du terme, c'est-à-dire qu'aucun n'a transmis des armes nucléaires à un autre État, mais certains en sont venus bien près, ceux, par exemple, qui ont prêté à d'autres une assistance nucléaire à des fins militaires: citons l'aide fournie par les États-Unis à la Grande-Bretagne, entre autres sous forme de missiles *Polaris*, les arrangements intervenus entre les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN en vue d'un contrôle commun des armes nucléaires tactiques, et la collaboration de l'Union soviétique au programme nucléaire de la Chine avant la rupture des relations sino-soviétiques. Cependant, tous les pays qui se sont jusqu'ici dotés d'armes nucléaires ont eu à les fabriquer eux-mêmes. Plus encore, les derniers pays à accéder au club des puissances nucléaires — la France, la Chine et l'Inde — n'ont rien fait en réalité pour faciliter directement à d'autres pays l'acquisition d'armes nucléaires, malgré leur opposition déclarée à la politique de non-prolifération des trois premiers États nucléaires. La prolifération «horizontale» n'est pas due à une dissémination de l'armement atomique par les États nucléaires, mais à l'échec de leurs tentatives pour empêcher ou dissuader les autres pays d'effectuer des explosions nucléaires par leurs propres moyens.

Par leur politique de non-prolifération, les superpuissances se proposaient en partie d'accorder à leurs alliés, qui pouvaient éventuellement devenir des puissances nucléaires, des garanties de soutien en cas de menace nucléaire. C'est ainsi qu'à l'OTAN, les États-Unis ont voulu décourager les Britanniques et les Français de construire leur propre force de dissua-